



ÉLECTIONS INDIENNES 2024 : QUEL AVENIR POUR L'ÉMERGENCE DE L'INDE ?

mai 2024

ASTERÈS
études, recherche & conseil économique

✉ contact@asteres.fr

🌐 <https://asteres.fr>

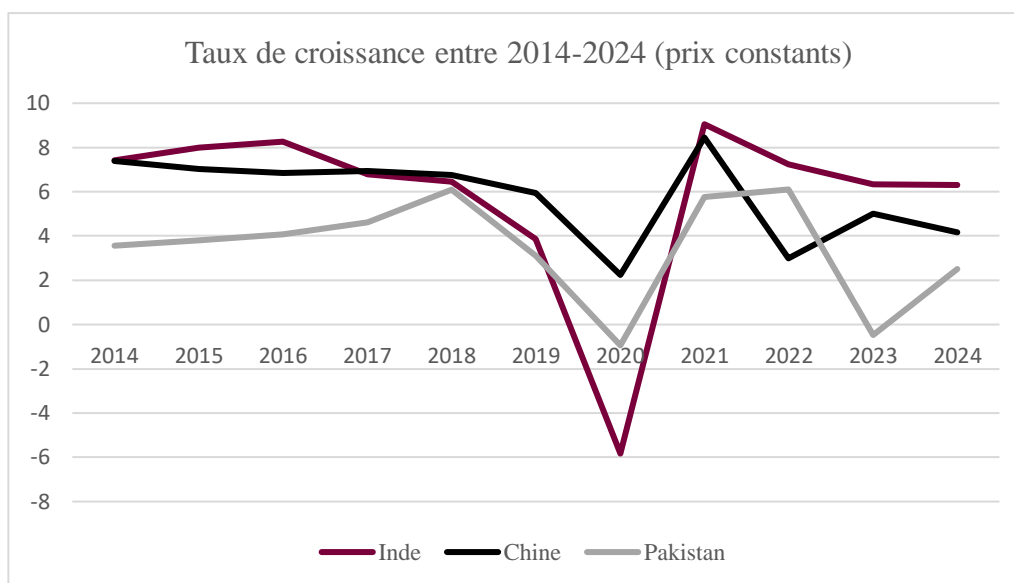
📍 81 Rue Réaumur, 75002 Paris

ÉLECTIONS INDIENNES 2024 : QUEL AVENIR POUR L'ÉMERGENCE DE L'INDE ?

SYNTHÈSE

Avec un bilan économique prometteur, le Premier Ministre sortant Narendra Modi est le favori des élections générales indiennes. Depuis le 19 avril jusqu'au 1er Juin 2024, près d'un milliard d'Indiens sont appelés à voter dans la plus grande démocratie, certes imparfaite, du monde. Le BJP (Bharatiya Janata Party), dirigé par le nationaliste hindou Narendra Modi et au pouvoir depuis 2014, promet de poursuivre ses réformes économiques visant à stimuler la croissance. En face, le parti du Congrès et sa coalition politique diversifiée mettent en avant des politiques centrées sur la redistribution des richesses et le renforcement du filet de sécurité sociale pour lutter contre les inégalités économiques croissantes. Au-delà des conflits géopolitiques avec la Chine et le Pakistan et des tensions internes inter-religieuses entre la majorité hindouiste et les minorités musulmanes, l'économie est un enjeu central pour ces élections législatives.

1) MODINOMICS : UN ÉTAT DES LIEUX



Source : IMF (World Outlook Database 2023)

Un programme économique libéral et pro-business. Le programme économique de Narendra Modi mis en œuvre depuis 2014, surnommé Modinomics, est dans la continuité de la vague de réformes initiée en 1991 par le Premier Ministre Narasimha Rao et son économiste Manmohan Singh qui ont mis fin à une longue tradition de planification économique et d'autarcie depuis l'indépendance de l'Inde. Axés sur la stabilisation macroéconomique, la poursuite de la libéralisation de l'économie indienne, ainsi que des plans de privatisation (secteur bancaire, Air India etc.), les Modinomics visent à propulser l'Inde vers un développement soutenu sans pour autant exclure les populations rurales du progrès économique.

Des réformes structurelles controversées. Modi a stabilisé les finances publiques avec l'introduction de la GST (Good and Services Tax) en 2017. Cette taxe unique sur les biens et services a modernisé et simplifié le système fiscal, générant d'importantes recettes pour l'État indien (environ 20 milliards d'euros en janvier 2024) limitant son déficit public et soutenant les dépenses d'investissement et de consommation intérieure. Décriée par l'opposition, cette réforme fiscale indirecte a été accusée de faire augmenter les coûts de mise en conformité à l'impôt et de menacer les petites entreprises. La deuxième réforme structurelle majeure de Modi est de nature monétaire avec la démonétisation de 2017 qui a visé à lutter contre la corruption et l'économie informelle en retirant de la circulation les billets de 500 et 1000 roupies. Cependant, la réforme monétaire a entraîné des pénuries de liquidités dans les banques indiennes et a temporairement ralenti l'économie du pays, ce qui a pesé sur l'emploi (1,5 millions d'emplois perdus).

Modi peut quand même se targuer d'un bilan économique globalement positif et de l'élimination imminente de l'extrême pauvreté. Selon les données du FMI, l'économie indienne a enregistré une croissance annuelle moyenne d'environ 6 % sous son leadership, en partie grâce à un effet rebond mécanique suite à la pandémie de Covid-19. L'Inde a même dépassé son ancienne puissance coloniale, le Royaume-Uni, en termes de PIB annuel. Grâce à cette forte croissance économique combinée à des politiques sociales et à des dépenses d'équipement (électricité, eau courante, sanitaire, combustible de cuisson propre etc.), l'Inde est sur le point d'éliminer l'extrême pauvreté : la part d'Indiens gagnant moins de 1,9\$ n'est plus que de 2% en 2023 contre 12% en 2011¹.

2) QUAND L'INDE S'ÉVEILLERA...

Quand l'Inde s'éveillera à son plein potentiel, elle disposera déjà de nombreux atouts pour se hisser parmi les plus grandes puissances mondiales et rivaliser avec le voisin chinois, notamment sur le plan économique.

Boom démographique. Avec ses 1,428 milliard d'habitants, l'Inde a dépassé la Chine en termes de population depuis mi-avril 2023. Son âge médian est de 28,7 ans, tandis qu'il est d'environ 40 ans en Chine. Cette différence démographique soulève des enjeux majeurs : alors que la Chine fait face à un vieillissement de sa population qui menace son développement économique au point de devenir un pays vieillissant avant d'être développé, l'Inde, quant à elle, entame sa transition démographique dans des conditions plus propices, bénéficiant d'une main-d'œuvre jeune et dynamique.

Urbanisation croissante. L'Inde s'est considérablement urbanisée à travers le National Infrastructure Pipeline (NIP), doté d'un budget colossal de 1,5 milliards de dollars, destiné à près de 9 000 projets d'infrastructures publiques. Des projets variés, allant de la construction de ponts, de routes, d'aéroports, de ports à l'expansion des réseaux ferroviaires (dont 94% sont déjà électrifiés) sont en plein essor. Ces initiatives créent des emplois directs mais surtout soutiennent l'urbanisation croissante et la tendance au regroupement dans les mégalo-poles comme Mumbai, permettant d'exploiter les externalités positives liées à l'agglomération telles que les économies d'échelle et l'innovation.

¹ <https://www.brookings.edu/articles/india-eliminates-extreme-poverty/>

3)...LE MONDE TREMBLERA-T-IL ?

Cependant, alors que Modi vise à faire de l'Inde une nation développée figurant parmi les trois plus grandes puissances économiques aux côtés des États-Unis et de la Chine d'ici 20 ans, plusieurs faiblesses pourraient entraver ses efforts :

Des jeunes actifs inoccupés. Le taux de chômage des jeunes en Inde dépasse les 40%, avec près de 83% de la main-d'œuvre au chômage composée de jeunes indiens fin 2023. Cette situation est d'autant plus alarmante qu'elle touche également les jeunes diplômés ayant suivi un enseignement secondaire ou supérieur. La part des jeunes indiens instruits parmi l'ensemble des chômeurs a également augmenté, passant de 54,2 % en 2000 à 65,7 % en 2022. Cette tendance contribue à l'émigration des plus qualifiés et à la fuite des cerveaux, avec une préférence marquée pour les États-Unis (la Silicon Valley par exemple)

Les femmes indiennes toujours exclues du marché de l'emploi. Les femmes indiennes sont sous-représentées sur le marché du travail par rapport à la moyenne sur le continent asiatique, en raison de discriminations et de facteurs culturels. Bien que le taux d'activité des Indiennes ait progressé de manière significative, passant de 23% à 37% entre 2017 et 2023, il demeure nettement inférieur à celui d'autres pays asiatiques, il est par exemple de 60% en Chine.

Un développement peu productif. Malgré des taux de croissance impressionnants, l'Inde demeure confrontée à une croissance économique peu productive sur le plan qualitatif. Son économie repose encore largement sur un secteur agricole traditionnel à faible valeur ajoutée en plus d'être vulnérable face au réchauffement climatique (sécheresse et pénurie d'eau), employant environ 40% de la population. Bien qu'une transition vers une économie moderne des services ait été amorcée, l'Inde semble ignorer un élément crucial observé dans le développement économique : une industrialisation soutenue par un secteur manufacturier fort et axé sur l'exportation². Le développement par le secteur tertiaire est moins productif et efficace que par le secteur industriel car il est moins intensif en termes de capitaux, ce qui empêche d'exploiter des gains de productivité, l'innovation technologique et des économies d'échelle avec une meilleure répartition des coûts fixes sur les unités produites, ce qui réduit le coût moyen de production grâce aux rendements croissants, selon la loi de Baumol³.

² Studwell, J. (2014). *How Asia works : Success and Failure in the World's Most Dynamic Region*. Dans son ouvrage, Joe Studwell soutient que le succès du rattrapage économique de la Corée du Sud et de Taïwan repose en grande partie sur une politique industrielle active et exportatrice menée par un État développementaliste dans le secteur manufacturier.

³ Baumol, W. J., and W. G. Bowen (1965) "On the Performing Arts: The Anatomy of Their Economic Problems." *The American Economic Review*. Les économistes Baumol et Bowen découvrent cette loi après avoir étudié l'industrie de la culture avec les fréquentations des salles de spectacle de Broadway pour la fondation Ford en 1965.

Sylvain BERSINGER, chef économiste chez Asterès

sbersinger@asteres.fr 06.80.92.88.51

Saranath RIMLINGER, chargé d'études économiques

(en stage)

srimlinger@asteres.fr 06.89.57.02.83

ASTERÈS
études, recherche & conseil économique